

---

***Le « mouvement » est mort  
Vive... la lutte ?***

\*\*\*\*\*

***Une critique de la « composition »  
et de ses élites***

\*\*\*\*\*

***ZAD de Notre Dame Des Landes***

---

***Février 2018***

---

*Ce texte a été écrit durant l'automne 2017 sur la zad de Notre Dame Des Landes. Depuis, la situation a été bouleversée par l'annonce le 17 janvier 2018 de l'abandon du projet d'aéroport par le gouvernement.*

*Il pourrait sembler obsolète de le publier après la « victoire ». Mais, malgré l'importance qu'a cette lutte pour moi, il se trouve que je n'ai pas fêté cette victoire. Je suis probablement trop méfiant et pointilleux sur les enjeux qui se cachent derrière.*

*Dans cette période difficile pour les luttes sociales, la lutte contre l'aéroport a pris l'allure d'un symbole face à l'offensive capitaliste, comme la lutte à ne pas perdre dans un océan de défaites. Alors, en tenter une approche critique, c'est souvent se confronter à un réflexe de défense d'une vision idéalisée.*

*Eh bien, tant pis...*

*Ce texte s'adresse à qui veut questionner la « victoire », et aller fouiller un peu en profondeur dans ce qui se joue ici.*

*D'une part parce que la fin de la lutte contre l'aéroport laisse le « mouvement » orphelin, voire mort, et donc face à une situation nouvelle. Or même si elle est nouvelle, elle restera la suite de ces longues années de mélanges entre différentes tendances politiques avec leurs propres objectifs et moyens dans la lutte.*

*D'autre part parce que les derniers mois qui ont précédé cette victoire ont beaucoup à raconter pour contribuer à une culture de lutte en général.*

**VERSION PROVISOIRE**

---

---

### *Automne 2017, Notre Dame des Landes*

*Le climat est particulièrement tendu sur la zad* ces derniers mois. Bien sur, avec l'habitude, on pense encore et toujours à la menace de l'attaque de la zone par l'État, mais il s'agit surtout de tensions internes au mouvement de la lutte contre l'aéroport. En fouillant dans les mémoires, on arrive à se souvenir de nombreux moments de conflits visibles entre deux approches très différentes dans cette lutte, qu'on pourrait caricaturer par ces deux slogans : d'une part les Citoyens Vigilants, côté Coordination des opposants avec leur « *Décideurs, réfléchissez encore un peu !* », et d'autre part les occupant-e-s, côté groupes et individus autonomes avec leur « *Résistance et sabotage* ». Alors on se dit, bon c'est vrai que l'« unité », c'est forcément un peu plus compliqué que ce qui en est dit, et c'est normal.

Mais il y existe un autre endroit de conflits, dont on parle très peu en dehors de la zad, et qui prend pourtant énormément de place dans le quotidien sur place, il est interne au mouvement d'occupation lui même. Conflits de voisinage et de pratiques, d'idéologies et de stratégies, de pouvoir et de moyens matériels. On dira que ça aussi ça doit être compliqué, vivre à des centaines et réussir à s'organiser ensemble. On peut en effet y voir des conflits du quotidien qui sont d'ordres matériel, affectif, d'attention à l'autre, de territoire, etc, avec toute leur complexité et aussi cette richesse d'apprendre à réintégrer les embrouilles comme partie de la vie, sans l'intervention de la loi et de l'État.

Mais en y regardant encore plus précisément, ce qu'on trouve ce sont des conflits politiques, entre des objectifs politiques et des moyens pour y arriver, que ce soit sur comment mener spécifiquement la lutte contre l'aéroport, ou plus largement sur comment on se confronte à « son monde ». Ce monde, c'est celui qui a besoin de cet aéroport et de tant d'autres dispositifs de développement et de contrôle, et qui est basé sur des systèmes de domination des uns sur les autres, et donc que les uns et les autres n'ont pas le même intérêt à combattre.

Dans cette complexité électrique, le risque est grand de trop simplifier la situation en essayant de la démêler, ou de jouer sur des caricatures binaires pour avoir des chances de séduire. Je tiens à préciser que je ne cherche pas d'adhésion à mon analyse pour constituer une force gnagnagna. Pas de crainte à avoir de ce côté là, je parle enfin avec les deux pieds hors de la zad. Ça fait des mois que j'ai déserté les assemblées du mouvement, scénarisées à l'avance, et aucune intention d'y retourner sauf peut-être pour contribuer avec d'autres à perturber leur verrouillage. Mais une certaine rage amère au ventre me pousse à taper dans la fourmilière, comme une manière de ne pas partir seul et en silence, et pour tout-es les autres participant-es de cette lutte qui sont déjà loin. Je ne cherche pas non plus à convaincre des personnes qui se sentiraient visées par mes critiques. Elles ont déjà de nombreuses occasions de se rendre compte de ce qu'elles font et des bénéfices qu'elles en tirent.

*Je cherche à soigner mes blessures* dues à ce que j'ai mis de moi, avec d'autres, dans la lente et laborieuse construction de cette lutte, et comment elle a été réorientée ces dernières années. Je cherche à dire combien ce qui s'est joué là est important pour moi. Mon intention n'est pas de fragiliser l'immense majorité des occupant-es, qui font encore face quotidiennement à la normalisation en cours de la zad en tentant d'y garder ce qui leur fait sens, ni les innombrables personnes invisibles qui la font vivante. De mon côté, je n'ai pourtant jamais eu de doutes sur l'issue. La belle victoire dans un monde qui demeure intact n'est toujours qu'une nouvelle réforme pour le rendre plus solide. Je m'étais préparé à ce que certain-es tentent d'avoir ce bon air alternatif et respectable pour durer, et en tirer un bénéfice personnel. Je connaissais le virage ultime de fin de lutte. Cette tendance systématique et génétique de la gauche, syndicale ou citoyenne, vers le retour à la normale et la validation de l'État. Je n'avais tout simplement pas vu par où passerait l'inévitable réformisme cette fois, discrètement mais sûrement, là où on parle pourtant d'insurrection et d'autonomie par milliers d'exemplaires. Alors me voila, à tenter de nommer ça en pensant aux personnes qui se confrontent dans leurs luttes aux mêmes dynamiques de pouvoir, souvent portées par les mêmes tendances mais pas que, et qu'on continue à se refiler des billes pour y faire face.

Ce que j'ai à dire ici est un paquet d'idées partagées depuis des années en discutant sans arrêt de ce qui nous traverse avec des personnes impliquées ici ou ailleurs. Ça m'a beaucoup inspiré de lire la colère ou les blessures exprimées régulièrement dans le zadnews (hebdo de la zad), ou dans la brochure *De la bile sur le feu* (diffusée sur la zad au printemps 2017). Bien sur, c'est toujours plus facile d'invalider le fond d'une critique jugée trop agressive ou qui ne suit pas les codes militants, chacun-e choisit comment se mentir à soi-même. Moi, je sais combien ça me fait du bien d'entendre d'autres réussir à briser le tabou d'un « linge sale à laver en famille » par l'humour acide, l'argumentaire froid ou la rage comme-elle-vient. Je passerai moi aussi probablement par ces différents états au cours de ce texte. En mettant bout à bout toutes ces contributions, on obtient une longue suite de « petites arnaques » qui semblent insignifiantes et anecdotiques, mais qui sont si diverses et répétitives qu'on finit par s'y sentir cerné. Alors ça fait penser au lent processus nécessaire pour sortir d'une relation d'emprise, pour se renforcer en reliant les multiples humiliations qui forment un brouillard si difficile à dire.

Dans ce texte, *je voudrais parler de fond*. Je ne prétends pas réussir à ne pas caricaturer, et j'ai aussi ma dose de bile à cracher, mais je me dis que qui veut pourra prendre ce qui lui parle. J'aimerais nommer des mécanismes et des perspectives qui ne seront jamais assez critiquées. Je veux le faire de manière plus large qu'au niveau interne du zad news parce que je trouve qu'il y a un manque de contributions vers l'extérieur, autres que les « Regardez comme on est super forts ! » ou « On est avec vous ! ». Bref un peu de conflit et d'analyse, ça fera pas de mal, ou alors plutôt si, peut être, là où il faut. Je choisis de donner publiquement mon point de vue sur cette situation parce que je considère que les conséquences du silence sont plus nocives que celles de dévoiler quelques points faibles et conflits « internes » qu'on prétendrait cacher à l'Ennemi.

Aussi, je parle de la zad parce que j'en viens. Je pense que cette lutte, comme chaque lutte, a des enseignements à apporter à partir des conflits qui la traversent, des analyses qui s'y affinent, plutôt que dans les fumeuses « *unité de la lutte* » et « *diversité des tactiques* ». Celles-ci sont scandées comme des piliers alors qu'elles ne sont que des étendards pour construire une légende. Et, à l'inverse d'une probable intention de départ, faire une lutte-modèle à partir d'un mensonge pacifié, c'est surtout en cacher les clefs de compréhension pour des gens qui voudraient s'en inspirer.

Je constate une dynamique publicitaire du type « la zad, la mère de toutes les luttes », menée par certain-es occupant-e-s avec leurs réseaux. Je crois que leur choix de venir y focaliser leur énergie permet peut être de voir mieux qu'ailleurs leurs objectifs et moyens qui ne se disent jamais hors de leurs petits cercles. La zad est utilisée en porte voix pour des pratiques et stratégies de lutte qui serviront d'exemple pendant des décennies. Bref, je veux tenter de nommer ce qui se passe aussi ailleurs par ce qui se voit vraiment bien ici. Je voudrais que des personnes loin de cette lutte puissent comprendre les enjeux décrits dans ce texte. Aussi, de nombreuses autres contributions continueront de raconter la complexité de cette situation.

*Je veux écrire depuis si longtemps* mais je me dis toujours que ça peut attendre, genre la fin de la lutte ou un truc du genre. Puis régulièrement, il se passe quelque chose qui me va pas, alors je retente de dire ce que j'en pense, mais j'y arrive pas. Ça bouge trop vite, je suis trop lent, c'est jamais le moment, c'est trop tard, et d'autres ont déjà écrit, plus rapides, plus fort, mais ce qu'elles écrivent me va pas, alors ça recommence... Bon, face à la dictature de l'Urgence et de l'Efficacité, et aussi face aux choix politiques et stratégiques qui sont posés ces temps-ci, je me dis que ça va jamais se finir, qu'y aura pas de moment pour un bilan de la lutte. J'ai plutôt l'impression qu'elle mute pour mieux être assimilée, alors j'aurais qu'à pas attendre plus longtemps pis on verra où ça mène.

A travers quelques histoires « anciennes » et à partir d'un texte d'un groupe précis du mouvement d'occupation, je parlerai du choix politique de la « composition », de la tentative anti-autoritaire, de l'évidence de considérer les médias comme des alliés, du romantisme révolutionnaire de masse, du virage réformiste de fin de lutte, et de perspectives politiques dominantes portées par ce même groupe.

---

### « Sursis ou sursaut ? »

Ces derniers mois dans le zadnews, on a pu lire quelques textes qui donnent une idée de gros conflits en interne du mouvement d'occupation. Alors que plusieurs textes individuels critiquaient des initiatives identifiées à un groupe précis appelé CMDO et sa prise de pouvoir sur la lutte, d'autres étaient des déclarations de soutien inconditionnel avec les « composantes » de la lutte, en les présentant comme régulièrement agressées par des occupant-es. Ainsi, un court communiqué est signé par plusieurs lieux de la zad, quasi tous liés au CMDO, en avril 2017 pour condamner l'action de perturbation d'une conférence de presse de la campagne présidentielle de la France Insoumise à la ferme de la Vache Rit, lieu symbolique sur la zad de la *Coordination des opposants*. Puis un long texte intitulé « Sursis ou sursaut ? » paraît dans le zadnews du 21 août 2017.

Le titre de ce texte décrit paradoxalement assez bien mon état d'esprit des derniers temps face à la situation sur la zad. « Se faire lentement écraser la gueule ou réagir brutalement in extremis ? ». Alors je vais m'attarder un peu dessus. Je remercie d'ailleurs ses auteures de me donner ce fil rouge de colère pour sortir enfin ce que j'ai à dire, même si ce n'est probablement pas les encourager à dévoiler plus souvent leurs intentions. Par ailleurs, je ne sais pas où il est possible de lire ce texte. Mais je ne me soucie pas trop de leur grande capacité à se faire entendre dans la vie, alors si il n'est pas trouvable, c'est choisi. J'aurais bien mis en annexe ma version scannée dégueulasse, mais en fait non.

D'abord, pour préciser en commençant par la fin, *en signature* on a une longue liste de lieux et d'individus à qui le texte à été proposé de mains en mains. La signature du CMDO n'y apparaît pas, même si une énorme majorité des lieux signataires du texte en font partie. Je prends donc quand même le risque de lui attribuer ce texte, parce que je n'ai croisé personne qui l'avait compris autrement.

Le « Comité pour le Maintien Des Occupations » est un groupe qui réunit une trentaine d'occupant-e-s qui habitent différents lieux de la zad. Je précise que parmi ces lieux figurent une grande partie des fermes et maisons en dur de la zad, qui disposent donc de grandes ressources matérielles et d'outils à dimension collective large. Il rassemble des personnes qui sont à l'origine de quasi toutes les initiatives publiques et stratégiques de cette dernière année, et qui sont présentes dans la plupart des groupes et rôles influents de la Zad.

Politiquement très divers, le CMDO ressemble à un club d'intérêt, c'est une alliance sur des bases matérielles afin de prendre des initiatives sans s'encombrer des processus de décision du mouvement d'occupation. Ce comité choisit d'être invisible de l'extérieur du mouvement tant que ça l'arrange, mais en interne il se dissocie clairement des tendances du mouvement d'occupation moins insérables ou plus critiques envers les autres composantes. Je rajouterai que les personnes du CMDO ont des rôles et des manières différentes, les unes sont très visibles comme chefs, d'autres sont plus discrets mais très influents en coulisses, ou présents en gros bras pour des coups de force et d'intimidation éventuels, certaines participent aussi à des activités ouvertes sur la zad et peuvent servir de caution sociale et de médiation pour neutraliser des critiques et pacifier les conflits. Il semble assez facile de rejoindre le comité pour toute personne ayant une position clé sur la zad et prête à contribuer.

La signature du CMDO est apparue dans le zadnews en août 2016 et venait enfin donner un nom à ce groupe après de nombreuses critiques de sa présence forte et non-assumée dans la lutte, et une seconde fois au printemps 2017 pour se présenter par écrit avant une assemblée de confrontation sur ses prises de pouvoir, face à de nombreuses occupant-es.

Le texte paraît innover avec force et panache en posant une rupture avec le mouvement d'occupation, mais il ne fait que valider des pratiques observables et installées depuis longtemps. Cependant, c'est probablement un signe d'assurance de finalement les assumer face à l'hostilité sur la zad, ou bien peut être aussi un sursaut le dos au mur. Le mot majeur du texte est « *composition* » et reflète bien le **positionnement du CMDO en trois paragraphes**.

« *composition* » comme un ode à la légendaire bonne entente qui régnerait dans la lutte contre l'aéroport, rendant au passage invisibles les conflits internes et profitant aux plus puissants.

« *décomposition* » comme on gronderait des sales mômes qui créent de la division interne et qui n'ont pas compris que ce qui est important c'est de respecter la déclaration des « 6 points » (une sorte de charte interne au mouvement pour garantir sa cohésion par des promesses que tout le monde aura sa place dans un « *avenir sans aéroport* »), bref, qu'il faut pas embêter les grands qui font des vraies choses.

« *recomposition* » comme l'avenir est dans une sorte de « nous ne serons plus des squatteurs », avec en conclusion une nouvelle constitution pour le mouvement et une nouvelle promesse-menace de milice pour la garantir.

Je les ai caricaturés ici parce que j'ai pas envie de faire autrement, mais derrière ces grands mots soigneusement choisis et biens ordonnés se cache ce qui n'est pas dit mais que beaucoup savent ici.

**En vrac :**

Les assemblées du mouvement ne sont pas l'endroit d'où partent les initiatives, mais là où elles sont validées avec un ordre du jour prédéfini dans les réunions et les mails entre les élites de tous bords. C'est à dire entre quelques occupant-e-s du CMDO et quelques chefs des orgas citoyennes, syndicats et partis politiques réunis dans la coordination des opposants et de COPAIN (un collectif contre l'aéroport de paysans hors zad et très lié au syndicat Confédération Paysanne).

Ce « *plus que nous-mêmes que seule la composition entre nos différences rend possible* » c'est quand même souvent les mêmes qui savent se reconnaître comme pas si différents que ça finalement et qui en sortent plus forts, ça c'est sûr.

La fameuse union sacrée face à l'ennemi, ça sent l'arnaque de tous temps, et à force on a appris à qui ça profite.

Des attaques et incidents sont condamnés parce qu'ils gênent la stratégie actuelle de collaboration. Mais on n'oublie pas que parmi ceux qui condamnent aujourd'hui, beaucoup étaient et sont friands de ce genre d'actes quand ils servent leur propre stratégie.

« *Prendre ses distances avec le zadisme* » est tellement plus confortable quand on l'a nourri de fantasme et de romantisme révolutionnaire en grande diffusion dans les librairies et exploité jusqu'à la moelle pour se construire la légitimité d'être enfin en lutte à partir de quelque part.

Quand les occupant-e-s sont aussi rétives aux multiples initiatives du CMDO, il est plus simple de ne plus reconnaître leur espace hebdomadaire d'organisation de la *réu des zhabs*

Une nouvelle « *assemblée des usages, à construire* », mais bon, déjà construite en fait, avec ses commissions qui font déjà un retour dès la première session, et qui s'autoproclame d'emblée « *embryon de cette entité collective du mouvement qui a vocation à déterminer l'usage collectif des terres de la zone* »

Enfin la menace d'un service d'ordre qui vient alimenter une des fameuses blagues sur la zone de « *tu vas finir dans un coffre de bagnole du CMDO* »

Le texte suggère que *le problème à résoudre* est dans le conflit entre des occupant-e-s et les autres composantes. A mes yeux, il se situe surtout à l'intérieur du mouvement d'occupation, de même que plus largement dans le mouvement contestataire radical hors de la lutte contre l'aéroport.

En listant comme un bloc divers actes précis des derniers mois sur la zad, on veut faire croire qu'ils proviennent du même endroit (quelques méchants zadistes), et s'attaquent aux mêmes victimes (les gentils agriculteurs et citoyens). On pourrait presque sourire devant le bon vieux discours politico-médiatique de l'insécurité, et se dire que c'est juste pour mieux se placer en protecteurs.

Mais prenons un peu de recul. Une attaque contre des journalistes lors du rassemblement des bâtons organisé par le CMDO et la Coord le 8 octobre, la perturbation avec du compost de la visite de la France Insoumise sur la zad, les tags sur les routes contre la démarche touristique du CMDO et de ses sentiers avant le week-end de la Coord des 8-9 juillet, la perturbation de la conférence sous chapiteau d'un groupe d'experts douteux liés au lobby LGV et qui intervient aussi pour le FN, puis on a des barbelés coupés et des vaches échappées en octobre qu'on s'empresse d'attribuer à des occupant-es antisécistes un peu trop grandes gueules qu'on a justement sous la main, et qui sont quand même un peu dissonants dans cette lutte d'éleveurs.

C'est vrai qu'il se passe des choses, elles sont un peu diverses quand même, et aussi un peu complexes à réunir dans le même paquet. Je comprends que la Coord soit mécontente de voir visés ses fameux « 3 piliers » proclamés (politique, médiatique, expertise). Mais ces actes qui ont été décrits comme du sabotage ne sont-ils pas justement les seuls possibles pour se faire entendre dans le brouhaha dominant, et sans être récupérables. Il y a toujours eu des actes de ce genre dans cette lutte, et sans en faire tant de drame. Hulot, Bové, Melenchon, les Verts et de nombreux journalistes ont été régulièrement visés ces dernières années. Personne ne peut donc en être surpris, et encore moins la Coord, sauf peut être si ses nouveaux alliés occupant-es du CMDO lui avaient garanti le calme.

Et là, j'en viens à ce qui me paraît réellement visé lors de ces événements. C'est, je crois, une certaine dynamique minoritaire mais dominante dans le mouvement d'occupation. C'est celle qui considère les médias comme des alliés, qui choisit de s'organiser en priorité avec des organisations hiérarchisées et réformistes, qui veut la main mise et une belle image de la zone avec l'imposition des sentiers de randonnée et du nettoyage de la route des chicanes, qui vend la zad dans les librairies comme « la commune » incontrôlable mais œuvre au quotidien pour que rien ne lui échappe, qui méprise la masse des occupant-es tout en se servant de la force qu'elle dégage... Bref, en agissant comme des politiciens de merde.

J'imagine qu'il y a une tension parmi les signataires, peut-être même ce texte a-t'il été discuté avant d'être proposé à la signature. Est-ce une version qui garde le fond mais ménage la forme, pour ne pas aller trop loin ? En effet, la question sous-jacente est quand même : Doit-on faire rupture maintenant avec le reste des occupant-es trop gênant-es, pour rester en communication privilégiée avec les « composantes » citoyennes ? Ou doit-on protéger un peu ses arrières quand même pour apaiser les conflits au quotidien sur la zone ? Et bien sûr, on peut sentir l'urgence, toujours l'urgence, pour ne pas prendre le temps de se poser trop de questions et convaincre tout le monde de suivre.

Par ailleurs, le soutien inconditionnel affirmé à de nombreuses reprises ces derniers temps par le CMDO envers les « historiques » et les « composantes » me pose question sur leur manière d'« habiter ». Se lier avec des voisins parce qu'on a des intérêts en commun ne signifie pas faire semblant d'être d'accord sur tout, et donc se retrouver à faire sans arrêt le pas de plus pour entretenir cette fausse confiance. Chercher à créer de la confiance ne signifie pas oublier qu'on a aussi des conflits d'intérêts, notamment celui d'un « retour à la normale ». A moins que, petit à petit, à force de prétendre être uni-es, on le devienne sans s'en être rendu compte. Mais sur quelles bases ?

---

### **Composition ?**

Comme chaque mot soudain invoqué et martelé comme une découverte décisive, le mot « composition » m'évoque surtout beaucoup de choses pas nouvelles du tout. Je vais essayer de raconter mon point de vue, en passant par un peu de « vieux trucs » pour que ce soit compréhensible au mieux

**Aux débuts de l'occupation de la ZAD**, Je parle ici de 2010-2011-2012, cette époque si proche qui paraît déjà étrangement si lointaine. On devait mettre énormément d'énergie au quotidien pour réussir à exister hors et face aux organisations citoyennes, politiques, syndicales, agricoles réunies au sein de la « coordination des opposants ». Les occupant-e-s n'ont jamais voulu participer à la coordination, et n'y ont pas été invité-e-s non plus. En 2011-2012, deux observateurices différentes étaient parfois envoyé-es dans leur réunion mensuelle pour faire un lien, et aussi un peu d'espionnage, comme il arrivait aussi que quelques-uns de leurs chefs passent à la réu des zab pour dire un truc, une info, un reproche, et écouter ce qu'ils pouvaient.

Dans ce texte, quand je parlerai de la Coord, ce sera pour nommer le petit groupe des chefs qui la dirige, le fonctionnement hiérarchique y étant assumé. Les nombreuses adhérent-e-s des différentes orgas qui la compose sont très diverses, et ont des relations directes avec les occupant-e-s. Il arrive souvent qu'elles soient en désaccord avec leurs orgas lors des différents conflits. Les personnes qui se retrouvent ici avec l'étiquette « chef » sont des personnes à part entière avec leurs sensibilités, leurs parcours. J'ai moi-même partagé des moments de confiance et de sincérité avec certaines d'entre elles et je pouvais les estimer ailleurs que dans leur rôle de chef. Mais il m'a toujours semblé indispensable de rendre visibles en assemblée les conflits qui nous opposaient.

Nous, du côté des occupant-e-s, on n'était pas beaucoup, quelques dizaines, dont une majorité à tendance libertaire et féministe et avec des expériences de squat. On était très dispersé-es sur la zone pour mieux guetter et gêner les avancées des travaux. On se connaissait peu entre nous et aussi peu de gens alentour. On rencontrait peu à peu les « habitant-es qui résistent » qui avaient appelé à occuper, avec qui on était solidaires sur le terrain, face au projet, au proprio Vinci, et aussi face à la Coord et sa frilosité à agir concrètement.

*Moi, j'avais choisi de venir vivre ici* parce que cette lutte me semblait être un bon endroit d'où tenter des trucs différemment, pour mettre des bâtons dans les roues de ce monde de merde là où il ne s'y attend pas. Pour moi, c'était une tentative d'esquiver l'écologie, trop facilement récupérable, parce que c'était juste un aéroport parmi des centaines et pas une de ces fameuses centrales nucléaires avec ses écolos qui proposent des parcs éoliens à la place. C'était aussi une manière de zapper le mythe de « mère nature » à cause du paysage de bocage par définition totalement maîtrisé et fonctionnel. Et de tenir à distance le « retour à la terre » des « bobios » parce que la zad est face à un plan d'expansion urbaine massive avec peu de place pour des rêves de potagers à l'eau de source, petits bébés jolis jolis et tout-le-monde-a-qu-a-faire-comme-nous. Tout ça en se connectant à d'autres réalités de ce que la ville d'à côté concentre et produit comme rapports d'exploitation, de contrôle, de manipulation « démocratique et citoyenne », de mépris, d'uniformisation, de répression et de ségrégation. Bon, vu de maintenant, ça a de quoi faire rire ce que je raconte. Mais y a pas si longtemps que les carriéristes des Verts devaient se tenir à distance en ennemis, et que les flics venaient faire chier sans attendre l'aval du président. Pendant ces années, on cherchait à rencontrer et se soutenir entre gens qui se font bouffer par ce monde et ne croient pas à la fable « démocratique » de la gauche.

Aussi, on allait faire des « info-tours ». Dans ces moments à aller ailleurs parler de ce qu'on vivait ici, on disait qu'on avait choisi cet angle d'attaque et qu'on allait y mettre de la patate. Et alors ça serait bien si les gens guettent un peu ce qui se passe par ici, parce que peut être bien qu'à un moment on arrivera à faire chier la bonne marche des choses et qu'on aura besoin de soutien, mais on voulait pas que nos appels à occuper ou à soutenir fragilisent d'autres angles de lutte souvent beaucoup plus sensibles et concrets que ce foutu aéroport paumé.

Sur place, il a fallu beaucoup d'attention pour apprendre à se connaître entre occupant-e-s, comprendre les manières et les objectifs de chacun-e, se trouver côte à côte à agir ensemble, et beaucoup discuter et s'embrouiller aussi pour identifier des désaccords et trouver des points communs.

Un des points communs était de ne pas vouloir de chef, Ça veut pas dire que ça n'arrivait jamais que quelqu'un-e prenne le rôle de chef, mais on tentait plein de trucs pour rendre ces moments visibles ou les éviter. Avec le regard d'occupant-es féministes, ou non-francophones, on s'est confronté collectivement aux rapports de dominations qui permettent à certains de prendre plus de place dans les discussions collectives, et donc dans les décisions. C'est une des choses les plus enrichissantes que lutter ensemble ici m'a apporté.

Il y avait plein de **points de conflits avec la coord** : les pratiques illégales, le squat, les actions directes, la « violence », le rejet des journalistes, la lutte contre l'État, anti-institutionnelle et anti-capitaliste. Tout ça était maladroitement contenu dans le « et son monde », mais venait se coller à leur lutte contre un aéroport et radicaliser son image citoyenne et non-violente. Il y avait aussi une question de territoire du fait qu'on venait habiter sur place sans lien avec elleux, qui vivaient pour la plupart hors zad dans les villages alentour. Ça nous donnait une position de force pour observer, décider et agir. Et on était aussi en lien avec d'autres groupes de Nantes et environs ou plus loin, et incontrôlables pour la Coord. Tout au long de cette période de la lutte, on a vécu de nombreux moments ensemble face à des flics, enquêtes publiques, manifs, forages, fouilles archéologiques, relevés sur le terrain. Il y avait du partage d'info avec quelques personnes de la Coord, et de l'attention à pas trop se marcher sur les pieds. Mais il y avait aussi plein d'engueulades, incompréhensions, sensations de trahison, méfiance de part et d'autre, et des dégueulasseries en forme de couteaux dans le dos à jamais oublier, dans la presse ou dans la sphère politique, de la part de quelques grandes gueules de la Coord, qu'ils soient porte-parole autoproclamé de l'ACIPA ou d'Europe Ecologie.

Avec le temps, vu qu'on restait là, qu'on s'en donnait les moyens, et même qu'on était de plus en plus nombreuses, je crois que la Coord a fini par se dire qu'il faudrait compter avec nous pour la suite. Et tout le monde sentait le besoin de moments de discussion, collectifs ou individuels, pour mieux se connaître, avoir des billes de comment réfléchit l'« autre » et aussi accepter d'en donner avec sincérité, pour pouvoir mieux anticiper et comprendre les réactions, et avoir confiance qu'on saura parler des problèmes qui se présenteront.

Je crois que c'est ça que certains ont commencé à appeler « composition », en tous cas moi c'est là que j'entends ce mot pour la première fois. Sur le coup, j'ai pas fait trop gaffe, ça parlait du « mouvement » et de ses « composantes ». Plus tard, je me suis dit que le concept de composition ressemblait plutôt à une manière de pacifier la situation, d'en parler en mots séduisants sans laisser apparaître le conflit et la contradiction. Bref de nous endormir quoi. Je préfère en général parler de rapport de forces dans les luttes, et en particulier pour décrire ce qui s'est construit ces années-là, parce qu'on a vraiment dû commencer de zéro et gagner en force... pour devenir cette force à prendre en compte... de force quoi...

Pour moi, *en 2012, le moment des expulsions* et la réaction très large montre que cette tentative de trouver notre propre place dans cette lutte en quelques années avait marché, mais aussi de lui avoir donné un sens politique qui dépassait la question de l'aéroport et la sphère locale. Les expulsions, c'est aussi le premier moment de la lutte où l'occupation prend la place centrale et l'initiative en invitant à résister et réoccuper, reconstruire, avec la solidarité en acte de beaucoup de gens nouveaux ou déjà impliqués dans cette lutte. Et la coord ne pouvait que suivre, un peu comme un syndicat dépassé par sa base. Et on sait combien il est difficile pour des chefs de perdre le contrôle, ou même la compréhension de ce qui se passe.

De toutes façons, tout le monde était perdu à ce moment là. Cette période a été très violente. Pour les occupant-es qui étaient là avant, les repères avaient disparu, les maisons détruites, les collectifs d'habitation dispersés, les routes occupées par les flics... Et 300 nouvelles personnes à accueillir dans ce marécage de guerre, comment leur raconter la complexité quand on ne sait même pas où leur proposer de dormir au sec. Parmi elleux, il y avait plein de réalités différentes, des écolos venus sauver les tritons, des décroissants venus faire de l'agriculture bio, des guerrier-es barricadier-es à temps plein, des gens de la rue arrivés dans un endroit où illes pouvaient être enfin se sentir bienvenu-es, et faire face aux flics qui leur pourrissent la vie au quotidien.

Il y a eu plein de problèmes sur zone ce printemps là, beaucoup d'incompréhension et d'agressivité de toutes parts. Des nouvelles arrivantes se sentaient méprisées et mal accueillies. Des anciennes se sentaient envahies et pas respectées. La Coord et les agriculteurs de la zone avaient peur de perdre la main sur la lutte. Le collectif COPAIN est venu occuper une ferme nouvellement abandonnée, comme une manière plus radicale de soutenir le point de vue agricole, en étant sur la zone plutôt que de rester en soutien de l'extérieur. C'était le fruit de quelques rencontres chouettes qui avaient pris du temps à se faire et qui se trouvaient sur des pratiques proches, d'action directe, et avec des tracteurs en plus. Mais c'était difficile de faire coexister leur objectif-manie de remettre la zad en culture et tous ces gens qui débarquaient là sans rien d'autre que leur détermination, leurs parcours chaotiques et leur idée de « zone à défendre » avec tout ce que ça peut vouloir dire. Après les expulsions, j'ai l'impression d'avoir passé énormément de mon temps à dealer des embrouilles sur la zone, à faire intermédiaire entre des gens du coin, paysans ou militants, et des nouveaux occupants, avec un tel nuage d'incompréhension et de tension que ça devenait difficile de garder de la place pour l'initiative et la réflexion.

C'est à ce moment là que j'ai réalisé que j'étais en train de m'éreinter à tenir la baraque sans plaisir. Ce dévouement avait avalé toutes les autres initiatives auxquelles je participais ces dernières années et qui me faisait du sens parce qu'elles n'étaient pas centrées sur la zad. Mais aussi, ça permettait à d'autres nouveaux occupant-es arrivé-es en groupe, d'avoir le temps d'envisager le futur, et la voie libre pour choisir quelle stratégie adopter, quels liens et quelles ressources favoriser. En bref, comment s'installer en profitant de ce qui s'était construit et partagé avant, pour gagner en puissance et orienter l'ensemble dans une direction précise, sans hésiter à réécrire l'histoire en temps réel et avec grands moyens. « Une lutte sexy qui doit faire exemple pour nourrir l'imaginaire de l'Insurrection et de l'Autonomie ». Et quoi de plus sexy, qu'une image de tracteurs qui font des barricades ? Pour moi, l'implication directe de ces paysans des environs dans ce moment de confrontation avec l'État, c'était l'occasion de riches rencontres entre des mondes très différents. Certains y ont surtout vu l'occasion d'une alliance pour une force matérielle inédite. C'est à ce moment que s'est fait le choix d'orienter la lutte sur des perspectives quasi exclusivement agricoles pour les années suivantes. Les uns gagnant une image de puissance dans la sphère radicale, les autres une image de radicalité dans la sphère agricole. De mon côté, j'ai constaté que toutes les initiatives auxquelles je participais

En parallèle, des comités de soutien s'étaient montés de partout et c'était difficile aussi de leur expliquer la complexité de ce qui se passait ici, les conflits éternels avec la Coord, la diversité nouvelle dans le mouvement d'occupation. En même temps, ces comités de soutien réunissaient des gens très différents qui s'organisaient dans leurs villes et étaient traversés par les mêmes conflits politiques que chez nous. Alors je voyais du sens à contrer cet imaginaire déjà présent de « Ouah, c'est génial que ça marche si bien entre vous, nous on y arrive pas chez nous », par « En fait on s'embrouille tout le temps sur plein de trucs. Du coup, à force, on sait à quoi s'attendre les unes des autres quand on prend une initiative qui fait conflit. »

---

### ***Anti autoritaire***

Mais, à mes yeux, plus que tout autre conflit de fond, ce qui posait vraiment problème à la Coord, c'était de ne pas trouver de **chefs parmi les occupant-e-s** avec qui décider les choses importantes, et qui sachent les faire respecter par tous ces « incontrôlables » de la zad ou d'ailleurs. Sans arrêt depuis 7 ans, illes ont tenté de trouver ces interlocuteurs parmi les occupant-es. Régulièrement, quand ils se rendaient compte que ça ne marchait pas, on avait droit à des coups de pression, des menaces, des dissociations publiques. Par exemple, leur caprice-coup de théâtre en quittant l'assemblée du mouvement en août 2017 sous prétexte que les occupant-es ne savent pas se tenir n'est qu'une énième expression de cette même frustration de chefs sans interlocuteurs. Mais que dire du départ théâtral qui a suivi de quelques occupant-e-s du CMDO, et de ce que ça révèle de leur rôle dans cette lutte ? Était-ce un geste de frustration similaire ou bien de soutien ? En tous cas un signe de reconnaissance. Ces signes sont nombreux ces dernières années de la part des mêmes personnes, et ils installent un décalage dans les rapports entre la recherche de fonctionnement horizontal de l'occupation et celui assumé comme vertical de la Coord. Ce décalage est le point de force habité par le CMDO et COPAIN avec leurs fonctionnements de hiérarchies informelles. Ces deux groupes tirent les ficelles en marchant ensemble sur un fil au milieu de toutes les forces en présence. Leur principal souci semble être l'efficacité, en rassurant la Coord par un soutien inconditionnel en assemblées, jusqu'à être perçus comme ses potentiels « bras armés » dans des conflits avec des occupant-es.

En ciblant le CMDO, je ne cherche pas à diaboliser particulièrement ce groupe dominant, ni des individus précis qui le font fonctionner. Illes ne font que prendre des rôles qu'on voit dans d'autres luttes, des places qu'on leur laisse prendre par manque d'une culture de lutte qui saurait détecter les prises de pouvoir et combattre ceux qui les font. Comme tout groupe dominant, on l'entend crier à la persécution et au complotisme quand on le critique. Comme tout groupe dominant, il n'a en effet pas besoin d'en avoir l'intention pour marcher sur la tête des autres alentour. « Oups, on avait pas vu que vous étiez là. Désolés, c'était pas exprès », ou « Il fallait le faire, et si vous êtes pas d'accord, c'est juste que vous avez pas compris que c'est ce qui est bon pour vous », ou enfin « Bah, fallait pas vous mettre en travers de notre route ».

Comme tout groupe dominant, il considère que c'est aux autres de prendre plus de place, plutôt que de leur en laisser. Comme tout groupe dominant, il ne veut pas se poser de question sur ce qui lui permet d'avoir cette position, les conditions matérielles et sociales qui lui permettent d'avoir le temps et les moyens de réfléchir, d'anticiper, de prendre des risques, d'être reconnu par d'autres groupes dominants pour faire des alliances... Bref, d'être en avance sur ceux qui ont les préoccupations du quotidien, les galères de parcours, et d'autres qui ont le souci que tout le monde puisse trouver sa place et qui passent souvent leur temps à recoller les morceaux, notamment après les coups de force.

Pour ma part, je reconnais que c'est *difficile de s'organiser de manière horizontale*, et de réussir à être efficaces. La recherche anti-autoritaire rend complexe le processus de décision, et donc l'efficacité centralisée et rapide. Mais en posant la question des moyens pour aboutir aux fins, on permet au « maintenant » d'être politique, plutôt que juste un moment stratégique vers un brillant « avenir ». Ce mirage fait toujours si facilement autorité, et m'évoque plutôt l'urgence et la séduction de la stratégie-qui-ne-dit-pas-où-elle-va.

J'ai moi-même souvent galéré dans la tension entre efficacité et horizontalité, et la tentation de réagir à des situations avec l'urgence comme moteur plutôt que de partager les infos pour que chacun-e puisse se positionner. J'ai été parfois confronté à des critiques sur la place que je prenais, individuellement ou avec d'autres occupant-es avec qui j'avais choisi de m'organiser. On avait choisi de former un petit groupe sur des bases d'affinité politique et d'engagement dans le temps, parce que le flou politique et les va-et-vient sur la zad nous épuisaient. Notre ancienneté sur la zone et nos liens alentour nous permettaient une compréhension d'ensemble et plus de marge de manœuvre et d'initiative. Je me souviens d'une réunion des zhabs où on avait compté les interventions. Ça avait révélé que je concentrais à moi seul ce jour-là beaucoup trop de prises de paroles à cause des multiples informations importantes que j'avais en ma possession et de ma facilité à m'exprimer. A certains moments, c'était difficile de trouver une manière de partager les infos et les propositions sans prendre un rôle indispensable et central.

Ce qui me paraissait essentiel, c'était d'accepter de questionner cette position et de prendre le temps pour essayer de mettre les clefs en commun, quitte à ralentir.

De chercher des manières de faire circuler des infos confidentielles tout en gardant la souplesse d'un fonctionnement affinitaire pour s'organiser sur des actions directes.

Aussi d'assumer quand une proposition venait d'un groupe, plutôt que de prétendre qu'elle viendrait juste d'apparaître dans la tête de quelqu'un-e et que, comme par hasard, on verrait plusieurs personnes aux quatre coins de l'assemblée la trouver géniale et à avoir déjà des idées pour l'améliorer.

Ou d'inviter des nouvelles personnes à rencontrer d'autres groupes de la lutte pour éviter la fixation des rôles d'intermédiaires.

Et garder du temps et de la curiosité pour ce qui se passait sur la zone et qui n'était pas « productif », des rencontres de passage, des gens qui ont juste besoin de se poser pendant une période galère.

Aussi je pense qu'il y a toujours des problèmes de pouvoir qui se posent, et qui se poseront encore. Aucune règle ne remplacera jamais la vigilance collective, l'humilité et la prise en compte devant les critiques. Pour identifier ces problèmes, pour formuler ces critiques, il y a besoin de se sentir fort-es. Pour que des moments d'assemblées larges fonctionnent et que chacun-e s'y retrouve, il y a besoin de se sentir fort-es. Une culture de lutte autonome doit savoir se baser sur des espaces de discussion et d'organisation dans lesquels les personnes peuvent se reconnaître entre elles et choisir qui est bienvenu-e, selon sa position dans la situation et le sujet à discuter. Cette pratique, appelée *non-mixité* ou *mixité choisie*, est utilisée dans les luttes contre des oppressions structurelles (telles que le racisme ou le sexisme par exemple). Elle est souvent attaquée par des personnes qui savent trouver leur place en général, en particulier dans des assemblées, et qui qualifient de « communautariste » ce qui se joue hors de leur vue.

De même, je pense que seule la sincérité politique permet de partager une vraie discussion stratégique. *L'argument-massue « c'est stratégique »* permet souvent de forcer la décision sans aborder l'aspect politique de la direction prise, ni de comment elle est prise. A entendre sans arrêt parler de stratégie, on finirait presque par croire qu'il existe une « stratégie pure », qui serait la meilleure en soi. Alors que toute stratégie, même de survie, est précédée par des choix politiques et éthiques, plus qu'importants à discuter si on veut construire de la confiance. Dire où chacun-e veut aller pour voir comment avancer ensemble, ça veut dire assumer les conflits et les nommer, et c'est ça qui a construit cette situation de la zad dont tout le monde se félicite.

Je crois que c'est exactement à cet endroit que je suis le plus abîmé, de voir un groupe de puissant-es scander la « *composition* » comme « *l'une des choses les plus précieuses* » que la zad « *leur a donné l'occasion d'apprendre* », alors qu'elles dissimulent sans cesse leurs réels objectifs pour mieux pouvoir s'allier dans toutes les directions. Et j'en tire la colère d'avoir appris à craindre d'être sincère pour ne pas être bouffé par l'Autre, ses mensonges et sa stratégie.

Je voudrais parler d'une chose que j'ai appris dans cette lutte. Il y a **un aspect du rôle de chef** qui saute aux yeux dans les rapports d'un groupe vers l'extérieur. Les vrais chefs sont ceux qui savent se reconnaître en dialoguant d'égal à égal, pour faire alliance ou pacte entre groupes rivaux. Son pouvoir à l'intérieur de son propre groupe est principalement validé par le pouvoir de ses interlocuteurs de l'extérieur. Ainsi, quand un chef distille des informations stratégiques à quelqu'un en particulier, il lui donne une place de pouvoir, y compris si c'est dans un autre groupe. De même, quand quelqu'un-e endosse le rôle de porte parole d'un groupe, ille devient l'interlocuteur potentiel d'autres chefs et se retrouve à porter leur parole en retour. Ainsi on a pu voir souvent des assemblées bloquées en attendant « l'info » décisive reçue et portée par toujours la même personne. Ou encore, toutes ces dernières assemblées du mouvement tellement préparées entre les chefs de tous bords que toutes les propositions sont déjà discutées et négociées, et leurs contestations anticipées en commun dans un timing programmé. L'enjeu principal étant d'avoir une « parole du mouvement » qui apparaît unifiée pour instaurer un dialogue permanent avec le gouvernement.

---

### **Le Groupe Presse**

A l'automne 2015, une sorte de groupe d'*expertise stratégique* est apparu. Il est devenu rapidement incontournable pour comprendre et faire face à la menace uniquement médiatique d'expulsion lancée par la voix de Valls, premier ministre PS. Cette expertise était incarnée par le « groupe presse », constitué dans l'urgence par quelques occupant-es, et a priori éphémère. Son intention était d'analyser le discours médiatique de la menace pour anticiper la stratégie du gouvernement. Assez rapidement, l'objectif a évolué. Il est devenu un porte parole stratégique par communiqués, avec un travail de repérage et recrutement de journalistes partenaires et gourmands dans les grands médias nationaux, Libération, le Figaro, Ouest France, etc. Bref, toute une liste incroyable de collabos du pouvoir...

C'est précisément ici qu'on voit un exemple du basculement d'une approche stratégique vers des choix politiques. Étudier le discours de l'ennemi par les médias, puis compter sur leur relai « forcé » de nos positions par des actions directes qu'ils ne peuvent pas nier, pour finir par aller les chercher comme alliés.

Parce que le choix en apparence stratégique de constituer ce groupe presse a eu d'énormes conséquences politiques sur les deux dernières années de cette lutte, je voudrais raconter une autre vieille histoire du rapport à la presse dans cette lutte.

Dans mes souvenirs, la 1ère apparition de l'idée d'un « groupe presse » remonte à l'organisation de la *manif-occupation du sabot* le 7 mai 2011. Le but était d'occuper publiquement et massivement un terrain sur la zad pour installer un collectif de squatteuses paysannes. Dans cette période, les médias locaux parlaient régulièrement des « ultras », des « éco-guerriers venus de l'étranger », ou autres « anarchistes violents » de la zad. L'argument était de focaliser l'attention des journalistes présents pour éviter qu'elles récoltent « tout et n'importe quoi » parmi les gentes présentes ce jour là, et qu'elles n'aient à se mettre sous la dent qu'une sorte de parole commune minimaliste définie à l'avance sous la forme d'un communiqué à leur lire. Je ne me souviens pas bien des débats en réu des habitants sur le contenu de cette parole, et je me souviens qu'il y a eu quelques débats sur la pertinence et la nécessité d'avoir une parole envers la presse. A cette époque, je crois que c'était plutôt commun aux

occupant-es de voir les journalistes comme des ennemis. Mais un groupe d'occupant-es et le réseau *reclaim the fields* avaient organisé cet événement particulier, et ce jour là, cinq ou six personnes ont endossé ce rôle de parler aux journalistes.

Pour éviter une personnalisation, deux pseudonymes androgynes avaient été choisis : Dominique et Camille. Le lendemain, dans ouest torche et presse o, on a pu lire que tous les « zadistes » que les journalistes avaient rencontré s'appelaient étrangement Camille. C'est de là qu'est sortie cette fameuse « identité zadiste » que le tout facebook s'est mis à revendiquer en soutien petit à petit, comme un truc qui s'échappe et qui vit sa vie de buzz virtuel. Sur le moment, de voir reprendre en chœur notre débrouille quotidienne de fausse identité face au travail de renseignement des flics dans cette lutte, ça pouvait me paraître drôle. Mais j'ai vite eu la sensation de voir un spectacle se monter autour de ça, et cette pratique commune qui était diffuse et systématique disparaître au fur et à mesure, pour être quasi oubliée aujourd'hui. Elle est passée d'une résistance concrète au fichage et contre la personnalisation de la lutte, à une mode cool virtuelle comme on ferait un clin d'œil militant d'un clic.

Je crois important de dire que 6 ans de lutte plus tard, beaucoup de ces mêmes personnes sont encore très souvent dans la même position clé de référent-es presse, dans le *groupe presse* ou montrent leur gueules en conférence de presse. Et pourquoi pas rajouter que par un étrange hasard, ce sont une bonne partie des mêmes qui publient sous le nom « *mauvaise troupe* » leur vision brillante et aseptisée de cette lutte.

*Les questions que ça me posait* à l'époque sont de plus en plus fortes aujourd'hui. J'y voyais déjà le risque de se lancer dans une conquête de « l'opinion publique », comme on tombe dans un piège que j'imagine au moins vieux comme la « démocratie ». A l'époque, c'était si clair que les journalistes étaient nos ennemis que j'avais du mal à concevoir qu'on cherche à travailler avec eux, mais je n'ai pas eu la gniaque pour faire chier ceux qui voulaient tenter ça. J'ai juste choisi de faire autre chose, loin des médias à ce moment là, voire contre eux à d'autres moments. L'évidence de s'adresser aux médias s'est pourtant installée très vite, et il me semble qu'elle n'a jamais été sérieusement ébranlée ensuite, en tous cas pour les événements publics. Même si l'hostilité envers les médias s'est exprimée de manière continue en ville ou contre leur présence sur la zone.

Bien sûr, de temps en temps, on pose les questions suivantes quand le mandat d'un tel groupe est à discuter : « Qu'est ce qu'on veut leur dire ? » voire « Comment on décide de ce qu'on veut leur dire ? » ou bien « Comment on s'organise pour que les rôles tournent ? ». Ça ressemble tellement à cette bonne vieille méthode de la consultation démocratique, cette manière de ne pas laisser la place à la question conflictuelle qui précède toute les autres : « Est-ce qu'on veut vraiment leur parler ? » Et si oui, alors à travers les médias :

A qui parle t'on ? L'ennemi ? La « masse » ?

Pourquoi faire ? Jouer aux échecs ? Séduire ?

A quel prix ? Légitimer les vautours ? Fabuler ?

Je crois que cette impression décalée de pouvoir jouer donnant-donnant avec des journalistes des médias bourgeois a logiquement mené jusqu'à la prétention grotesque de traiter d'égal à égal avec Valls premier ministre par exemple en 2015. Ce qui a pu ressembler à une partie de ping-pong par médias interposés. Ou bien à un couronnement de carrière militante pour quelques égos d'occupant-e-s à la mesure de celui de leur grand ennemi. Et les coups de l'adversaire sont anticipés, pour rétorquer selon la situation, par plusieurs communiqués de presse de ripostes préparés à l'avance dans l'urgence d'un petit groupe restreint, et validés par une petite troupe d'élite des « composantes du mouvement ».

.....*Petit interlude*.....

« *La phase de  
décomposition  
recomposition  
du Parti Socialiste  
n'est pas finie* »

Manuel Valls

5 novembre 2017

.....

Je ne conteste pas *la valeur stratégique* du face à face médiatique des dernières années, avec toute sa mise en scène guerrière virtuelle par communiqués en instantané dans le figaro. J'ai un problème avec l'évidence de la priorité stratégique et l'absence de questionnements politiques autour de la place qu'on donne aux médias, la prétention de maîtriser le jeu, le pouvoir qui en découle, et l'idée de dialogue avec le gouvernement.

Mon impression est que les médias ont sauté sur les images de guerre de l'opération César, et qu'il n'avaient pas besoin alors d'un *groupe presse*, pour retransmettre leur spectacle. Quand quelque chose déborde, ils sont contraints de le relayer pour être reconnus dans leur rôle d'informateurs. Par contre, il a fallu les convaincre et les nourrir pour diffuser l'image du bon zadiste, qui travaille bien, parle bien, est bien productif et imaginaire, rigolo, pertinent, critique et intelligible. La portée politique de ce portrait est un désastre. Il nourrit l'espoir de l'alternative productiviste et réformiste de la classe moyenne de gauche, en perte de repères et crise de culpabilité. Sur fond de fantasme autogéré d'« un autre monde est possible » tant qu'il reste à l'intérieur de celui-ci.

La campagne « Zad partout » qui a suivi avait pour but de fragiliser l'État en multipliant les luttes contre ses projets sur le territoire plutôt que des comités de soutien à la zad. Dans les médias, elle a été relayée en parallèle par une sorte de portrait-robot superficiel du zadiste en doux-illuminé posté aux quatre coins de la France pour protéger la nature. Je crois qu'on peut dire aussi que ce cliché a eu lui aussi sa valeur stratégique, celle de la sympathie inoffensive. Mais sa portée politique est le gouffre du héros moderne au geste éco-citoyen pour sauver les bêtes menacées par les méchants bétonneurs, comme l'unique nouvelle manière de lutter.

En tous cas, les automnes 2015 et 2016 et leurs menaces d'expulsions ont été l'occasion de mesurer la place que prend le jeu médiatique dans la conduite de la lutte contre l'aéroport. On a pu voir une succession de déclarations, d'annonces et de conférences de presse de part et d'autre. « On va évacuer ! » « Qu'y-z-y viennent ! » Au point que chaque événement semblait avoir pour terrain principal les pages des journaux, et que les rassemblements m'ont donné l'impression d'être figurant pour une photo de propagande. Parmi cette foule de gens « armés » de bâtons, comme pour le tournage d'un mauvais film à grand budget, avec mon mal au bide face au simulacre de la résistance. Et le prochain événement est déjà programmé pour garder le rythme du tac au tac face à l'État grâce aux journalistes à qui on garantit leur prochain scoop.

Derrière le choix stratégique de travailler avec les médias, je crois que se cache le désir d'être entendu et compris par le « monde extérieur ». On ouvre les portes à des journalistes dont on reconnaît le rôle social qui serait d'informer la masse sur ce qui ne se voit pas. Tout en mettant en scène ce qui est vendable selon les critères du marché et du moment, leurs points de vue décalés de non-participants offre de nombreux renseignements supplémentaires au système répressif.

Dans les périodes de tension d'une lutte, on a facilement le réflexe de se méfier du travail de renseignement et de fichage que la police met en place pour anticiper et réprimer. Mais la lutte contre l'État n'est pas juste ponctuelle, elle se joue sur de longues échelles de temps. Et cette énorme machine déploie des efforts maniaques et de grands moyens pour comprendre et cartographier ce qui la menace. Face à cette surveillance, il devient même parfois difficile dans notre quotidien de jauger entre notre paranoïa et notre laxisme pour se protéger.

Mais le système a d'autres rouages plus subtils et diffus pour analyser et s'adapter face à ce qui le remet en question. La question qu'on peut se poser si on se considère comme ennemis du système est : **Voulons nous être compréhensibles** par ce qui nous écrase ? Et donc prendre le temps de définir ce qui nous écrase.

Par exemple, ces dernières années sur la zad, on a vu une flopée de jeunes étudiants débarquer pour observer ce qui s'y joue de nouveau ou subversif. De la sociologue à l'architecte, la plupart sont probablement sincèrement curieuses et passionnés dans leurs recherches. Et leur travaux bénévoles, voire militants, sont compilés dans les archives institutionnelles qui servent à former les élites innovantes et les gestionnaires de demain. Ils servent à la compréhension du monde d'en bas, à la fabrication de théories criminologiques à la Alain Bauer et donc à une gestion plus efficace par les puissants, qui n'auraient ni le temps, ni les yeux, ni les codes pour venir eux mêmes plonger dans notre hostilité. Malgré leurs convictions, ces étudiants sont toutes des indics qui s'ignorent, sans parler de comment illes imaginent participer à la rénovation du capitalisme dans leurs futures carrières professionnelles. Peu acceptent de s'en rendre compte et d'abandonner leur étude et la place que ce système leur « offre ».

Ainsi on a aussi cette évidence d'accepter de parler aux journalistes. « Et puis il y en a des bons », et « il faut bien qu'on parle aux gens ». Alors on s'envisage soi-même avec les yeux virtuels de l'hypothétique « opinion publique ». On normalise inconsciemment notre propre discours, par anticipation de ce que « le plus grand nombre » serait prêt à entendre. Et on fait abstraction de la chaîne hiérarchique et des intérêts que les médias servent, de la censure potentielle ou bien des choix sensationnalistes qui orientent la publication ou non. Et parmi quels autres articles à vomir ? Et enfin, quelle place centrale de « contre pouvoir indépendant » on contribue à leur donner dans ce monde de merde en leur déléguant la diffusion de notre contestation ? Finalement, cette légitimité est d'autant plus dure à contrer dans les moments où la roue tourne.

---

### Séduction et romantisme

*Les grands écrits publicitaires* qui se précipitent à faire l'Histoire vantent l'emblématique « *diversité des tactiques* » et « *unité du mouvement* », mais sans détailler la complexité et la conflictualité interne qui va avec. Des prophètes du comité invisible à la mauvaise troupe des conteurs-historiens, la mode est au romantisme de la subversion qui dégouline avec grands moyens éditoriaux pour séduire largement. Au passage, la diffusion d'idées et de lutte est de nouveau intégrée dans le système marchand. En effet, quand on recherche l'efficacité, on sait où la trouver... Ces quelques personnes sont intelligentes et s'appuient constamment sur leur capacité à anticiper les situations pour les orienter dans leur direction. Je considère donc leurs choix comme politiquement réfléchis, et ils révèlent cette même prétention à jouer d'égal à égal, cette fois avec le monde marchand. Leurs livres se vendent dans toutes les fnac et autres leclerc, avec la promotion et le soutien de la presse de gauche genre *Nouvel obs-Libération-Télérama*. On les retrouve donc logiquement dans les étagères des salons de la classe moyenne de gauche, à côté des livres d'attac sur la transition énergétique ou de l' « *indignez vous* ».

Je vais parler un peu de cette *classe moyenne de gauche* parce qu'elle me semble être à un point crucial des équilibres de pouvoir en France et parce que je crois que nos auteurs « *subversifs* » l'ont bien compris. C'est pas très compliqué à comprendre quand on en est issu. Et je sais de quoi je parle, j'en suis issu aussi, et je vois combien même en tentant de trahir ma classe, je reste pour elle un point d'entrée dans des mondes qu'elle ne connaît pas. Ne serait-ce que par ma manière de m'exprimer ici. Elle est l'héritière des « *Lumières qui éclairent le monde* » et de la fierté typiquement française qui va avec. Elle tire le double luxe de vivre dans le confort matériel avec la bonne conscience progressiste en prime. Aujourd'hui, il est douloureux pour elle de ne pas admettre que son Parti Socialiste ne l'était pas. Même ses propres enfants se débattent dans ce monde qu'elle a largement contribué à construire et à pacifier, et dans lequel elle s'en sort plutôt bien. Probablement même, ça doit être réconfortant de voir qu'il y a encore des « *rebelles* », surtout s'illes sont écolos, qui l'invitent à leurs côtés, comme un signe de réconciliation entre générations, et que peut être tout n'est pas perdu.

Derrière le fameux « *imaginaire* » de la *zad*, qu'on peut trouver dans la quasi totalité des textes publics et des événements des dernières années, se cachent les concepts clefs d'un programme de gauche : la valeur travail et la productivité, la préservation de l'environnement et la transition énergétique, la démocratie directe et la division des tâches, la gestion locale et l'aménagement raisonné d'un territoire, l'union sacrée et la paix sociale, l'ennemi intérieur et l'état d'urgence, et enfin l'« *avenir* » radieux et sa nouvelle constitution des « 6 points ».

On peut imaginer quelques intérêts de cette stratégie de communication qui vise à *séduire la gauche*. En lui parlant dans un langage qu'elle comprend, c'est une manière de lui donner accès à la lutte. Elle s'y sent invitée, et probablement rassurée de cette nouvelle légitimité radicale qui lui manque tant pour continuer à « être de gauche ». En échange, cela permet d'anticiper la répression en se fondant dans cette masse influente et respectée par l'État, pour être moins vulnérable. On a déjà pu le voir en 2008 lors de « l'affaire Tarnac », et l'appel à soutien vers la gauche par ce groupe d'insurrectionnalistes qui se déguisent pour l'occasion en gentils alternatifs inoffensifs, agressés par un État qui se tromperait dans sa répression.

Je voudrais parler ici d'une autre conséquence d'inviter la gauche dans nos luttes. La gauche a cette capacité de comprendre l'idée de la destruction de l'État portée par ceux qui échappent à son contrôle. Elle a ensuite ce rôle historique de la transformer en proposition de pacification par la réforme. Elle sait faire le pont entre deux pôles irréconciliables, pour que l'un écrase l'autre et que la contestation passe par son canal. Les exemples sont nombreux dans l'histoire des tentatives révolutionnaires, et la méfiance reste forte envers ces structures de dialogue avec le pouvoir que sont les syndicats, les partis, et organes citoyennes. Elles doivent donc trouver un maillon précis qui leur ouvre la porte pour « composer » avec elles. Dans cette lutte, elles ont trouvé le « *Comité pour le Maintien Des Occupations* ». Mais alors, ce « maintien » comme une fin en soi, ça donne envie de se demander : Pourquoi faire ? Quel projet politique fait suite à ce maintien à tous prix ? Qu'est ce qui est finalement maintenu dans des occupations légalisées ?

---

### Réformisme

Chaque discours porté sur une lutte est aussi une clef de compréhension livrée à l'ennemi. L'État capitaliste sous sa forme démocratique ne demande pas mieux que de comprendre ce qui le remet en question, pour mieux l'assimiler et s'y adapter, l'« innovation » étant depuis longtemps son principal axe de développement. Par exemple, de la longue lutte du mouvement anti nucléaire, que reste-t'il des puissantes critiques anti-militariste, anti-industrielle et anti-étatique ? Par contre, on constate que l'aspect écologiste a été retenu et valorisé, parce qu'il offrait de nouvelles opportunités économiques, notamment dans le développement commercial de l'éolien industriel ou de la technologie photovoltaïque, utiles à bien d'autres usages militaro-industriels. Mais plus largement encore, l'écologie sert de socle pour tout un nouveau marché de l'étude-gestion-réparation des dégâts capitalistes, en faisant appel au progrès technologique qui les a lui-même générés. Et la boucle est bouclée.

Ça fout le vertige d'imaginer ce qui restera de la lutte contre l'aéroport après la fameuse « victoire », avec la légalisation des uns et la disparition des autres.

De mon côté, pour imaginer me situer dans une de ces « *composantes du mouvement contre l'aéroport* », je devrais d'abord me sentir d'égal à égal avec des organisations de type partis politiques, syndicats, ONG, et assos citoyennes dans cette lutte face à l'État et les intérêts capitalistes qu'il défend. Or qui mieux que lui sait faire la différence entre qui veut le détruire ou l'améliorer, et saura toujours s'en servir le moment venu ?

C'est ce pari précis qu'ont choisi de faire les membres du CMDO : se positionner comme une composante détachée du mouvement d'occupation, solidaire et égale aux autres forces réformistes, pour figurer avec elles comme **acceptable par l'État** et participer aux négociations pour perdurer coûte que coûte.

Ce qu'on appelle réformisme, c'est considérer que la structure de l'État est améliorable et qu'il est souhaitable de le faire. On parle aussi de citoyennisme pour décrire la croyance que c'est de la position de citoyen qu'on peut être acteur de cette réforme permanente. Mais la recherche d'une réforme peut aussi être une stratégie ponctuelle de débrouille dans un rapport de force trop asymétrique. Par exemple, des prisonniers en lutte choisissent différentes formes d'actions (de la pétition à la mutinerie en passant par des refus divers dans la marche quotidienne de l'enfermement) qui enrayent le fonctionnement

de la taule pour faire pression et négocier leurs revendications d'aménagements de la vie carcérale. Quand on est enfermé-e et isolé-e dans cette perfection sadique qu'est la prison, la destruction des prisons est un objectif qui paraît loin, et la moindre avancée peut être ressentie comme une victoire.

Sans nier que nous sommes dans cette lutte dans un rapport de force asymétrique avec l'État, il est vrai aussi que chacun-e admet que les situations de lutte qui ont autant de force sont rares. Comment expliquer ce paradoxe que ce soit justement la position de force qui amène au choix réformiste ? Comment expliquer que ce sont précisément ces groupes à prétention révolutionnaire qui proposent de négocier leur intégration comme si ils étaient acculés dans une impasse, en même temps qu'ils scandent leur puissance ?

Le CMDO propose d'inventer « *des formes hybrides encore inédites* » sur le plan juridique pour être toléré par l'État. Avec de grands mots, on apprend que ces formes seraient **juste un « manteau »** qui recouvrirait le « *corps* », autrement dit une sorte de pied de nez administratif qui permettrait à la zad de garder son côté subversif. Monter une structure légale, déclarer une activité, s'identifier, centraliser les décisions dans des commissions permanentes avec des orgas hiérarchisées, utiliser le mot « *projet* » pour s'y promouvoir comme des managers de nos propres vies, mettre aux normes un habitat, refaire circuler la route des chicanes à 90 comme au bon vieux temps pour faire bonne figure de gestionnaire... Ce sont juste quelques petits détails à satisfaire pour ces gens qui ont appris le langage des administrations sur les bancs des grandes écoles, qui ont des « *projets* » somme toute compatibles avec ces contraintes. La zad est un entremêlement de tentatives collectives bancales et laborieuses, parce que réellement inédites et intraduisibles dans leur langage. Et on devrait discuter ensemble pour imaginer l'avenir ? « *Pour un avenir sans aéroport* » dit le slogan à la mode. Ah ? Euh, « et son monde » ? Ah oui, bah, on prendra juste le manteau ! On voit d'ici quelques-unes des structures existantes qui s'institutionnalisent, comme une exploitation laitière, une auto-entreprise de brasserie, une exploitation agricole de paysan boulanger, et peut être un jour un statut associatif pour la bibliothèque du *taslu*, un atelier bois, une *ferme-école*. Tout ceci « *issu de la lutte contre l'aéroport* » pour se différencier et ne pas ressembler tout simplement à toutes les autres auto-entreprises « éco-participatives » du business contestataire qui fleurissent déjà partout ailleurs.

Une grande part de ce qui est extraordinaire et réellement subversif sur cette zone, c'est ce qui s'y joue d'incontrôlable et d'incompréhensible, et pas la capacité de certains projets à rentrer dans les codes institutionnels. Et c'est aussi ce qui fait le plus peur aux chefs de tous bords. Et justement, la prétention du CMDO à inventer des « *formes hybrides encore inédites* » qui permettraient de continuer à faire vivre la zad sans la changer cache mal son mépris de ce qui s'y vit, hors de son contrôle et de sa conception, et qui disparaîtra de son cadre imaginaire quand il aura abouti.

Cela dit, il y a probablement encore la nécessité de garder la face radicale et le quotidien vivable sur la zone en évitant de provoquer une fronde des occupant-e-s de la zad. Alors un **plan de réforme interne** qui ne dit pas son nom est annoncé dans le texte « *Sursis ou sursaut ?* ». Tout en assumant enfin son non-intérêt pour la réu des zabs, le CMDO réaffirme que c'est « *dans l'assemblée du mouvement que furent prises les initiatives les plus audacieuses* ». Il oublie de dire que ce sont donc des siennes qu'il parle. Et quelle audace en effet ces dernières années, d'oser réinventer le réformisme en lui donnant le nouveau nom de *composition*.

Mais surtout, une nouvelle assemblée apparaît, dite « *des usages* », qui dépasserait les « *séparations passées entre habitant-e-s, occupant-e-s et paysan-ne-s* ». Sa « *commission juridique* » proposait ainsi, dans son compte-rendu dès l'invitation à la première session, de « *constituer une délégation inter-composantes qui se fasse l'interlocuteur des médiateurs (de Macron) au sujet de l'avenir de la zad* ». Peut être tentera-t'elle ensuite simplement d'intégrer dans sa « *commission de gestion des conflits* » le groupe tournant issu de la réu des zabs dit le « *cycle des 12* ». Depuis, il a été évoqué qu'en cas d'abandon du projet d'aéroport, il n'y aurait plus de « *mouvement* », et donc plus d'« *assemblée du mouvement* ». Elle deviendrait alors l'unique assemblée commune. Créer cette assemblée doublon a réussi à redonner l'initiative centrale à la frange institutionnelle du « *mouvement* », et à vider de sens les autres espaces d'assemblées. Avec son fonctionnement en commissions, tous les moments d'assemblées, y compris hors de celle « *des usages* », deviennent une suite de compte-rendus de groupes d'experts qui devancent la masse des administré-es.

J'essaie d'imaginer comment les centaines d'autres occupant-es peuvent se sentir en prise sur ce qu'il se passe autour d'elleux avec ces réformes que toutes les autres « composantes », CMDO en tête, ont mis en place de fait. Elles sortent du chapeau comme des mesures d'urgence liées au rythme de la médiation, et de réaction face à un ennemi intérieur qui « *attaque les bases collectives à partir desquelles nous essayons de construire un futur commun* »...

Je voudrais prendre le temps de décrire le *virage bureaucratique* en cours. Mais le rythme des innovations est tellement rapide et le codage si indigeste qu'on peut juste rester sonné en essayant de suivre. Le cercle réel des participantes au nouveau processus est réduit à un petit nombre de personnes réussissant à s'adapter à ce mode d'organisation. Ces assemblées matérialisent avant l'heure le « nettoyage de la zad » annoncé par un des chefs de la Coord. Par exemple, on invite le « *collectif syndical* » (quelques sections syndicales des environs, notamment la CGT AGO de Vinci) à participer tout en laissant sur le carreau les 2/3 des occupant-es. Le zadnews lui même semble soudain envahit par le langage bureaucratique comme une sorte de journal officiel qui rend compte aux administrés avec toute la bonne volonté des élites.

Pour les anti-autoritaires, un des risques est de se focaliser sur ce qui est le plus visible dans un passage en force, le « comment est prise la décision », et de se retrouver sans arrêt à accompagner des directions qui ne leur vont pas en fournissant tout le travail pour leur donner une forme plus acceptable. Une belle répartition des tâches... On en arrive à des rôles de médiation dans des situations où un groupe en écrase un autre. Malgré la prétention de freiner le groupe dominant, en pratique on se retrouve surtout à rappeler au groupe dominé sa faiblesse dans la situation et son intérêt à plier sans faire de vagues, alors qu'un bon pétage de plomb est parfois ce qui fait le plus de bien. Quand un groupe dominant prend des initiatives sans se préoccuper d'être compris ou rejoint, on tente d'y remédier pour laisser une chance à chacun-e d'y trouver une place, en créant des espaces formels de réunions avec plein de protocoles de facilitation, modération, tours de parole et compte-rendus. Le résultat peut prendre une forme bureaucratique qui bouffe une énergie folle à rendre vivante, et qui n'est pas plus rejoignable pour beaucoup, tout en ayant quand même au passage pris un air plus démocratique.

Un compte rendu anxiogène de la « *commission hypothèses pour l'avenir* » dressait une longue liste des pratiques quotidiennes sur la zad qui seraient potentiellement à normaliser, de l'hygiène des boulangeries aux normes d'habitats.

Dans un autre moment de flou, un des chefs du CMDO a défini l'objectif de cette assemblée comme « *une tentative d'hybridation entre deux fonctionnements : celui hiérarchisé de l'associatif et l'autre horizontal des assemblées* ». Bon, on imagine que ça donnerait une sorte de « diagonale inédite », quoi ! Ce qui saute aux yeux, c'est surtout la ressemblance à une sorte de conseil municipal, certes un peu moderne, avec son ordre du jour prédéfini, sa tribune de cadres et son cercle des participant-es important-es. Et il y a ces « ploucs » dont j'ai fait partie qui sont forcément à côté de la plaque quand illes tentent de participer, avec leur questionnement sur ce qui est train de se passer ou leur coup de gueule, mais qui servent quand même au passage à donner la caution démocratique à la mise en scène. Et pour les quelques un-es qui siègent déjà ailleurs dans des conseils municipaux et autres instances politiques, ça doit être plutôt confortable et même excitant de vivre cette expérimentation de « démocratie participative ».

---

### *perspectives politiques dominantes*

Dans la lutte contre l'aéroport comme ailleurs, et donc aussi dans le mouvement d'occupation de la zad, différentes tendances politiques se côtoient, s'allient et sont en conflit. Aux côtés d'anarchistes, anti-autoritaires, anti-spécistes, féministes, écologistes radicaux, et autres décroissants, deux tendances sont particulièrement fortes et organisées. Elles se sont alliées dans cette lutte, parmi d'autres, à l'intérieur du CMDO, au point qu'il pourrait sembler qu'elles ne font qu'une. Elles ne se définissent pas elles-mêmes, jusqu'à prétendre parfois ne pas exister vraiment, il n'est donc pas facile de les voir et c'est probablement plus confortable ainsi. Tout en prenant en compte la diversité des personnes qui y sont liées, leurs conflits internes et le côté informel qui leur permet de nier une certaine cohésion, je choisis ici de les nommer quand même comme des tendances.

Avec les années et la publicité massive qu'elles en ont fait, la zad est devenue une sorte de modèle incontournable qui séduit dans le mouvement contestataire en France mais aussi bien plus loin. Pour cette raison, j'ai décidé de contribuer à mon échelle locale à une compréhension globale. Je vais donner ici des éléments d'analyse et d'observation qui sont les miens et donc partiels, mais issus d'innombrables discussions, ici et ailleurs. Je considère ceci comme déjà connu des services de renseignement de l'État, mais peu mis en commun publiquement en interne du mouvement contestataire. J'ai conscience que ce choix va contre les intérêts de ces groupes qui aiment être discrets sur leurs intentions et leur existence. Ce sont leurs choix réformistes qui m'incitent à les considérer du côté de l'État, et donc à les rendre plus visibles, en tant que forces réactionnaires dans les luttes à venir. De plus, je connais leur usage local de la menace et de l'intimidation, et je me prépare donc à devoir les affronter. Mais je sais aussi que beaucoup d'autres sont déjà dans cette position exposée d'obstacle sur leur route, et je les y rejoins.

Je vais essayer ici de donner des pistes sur leurs deux perspectives politiques. Cette tentative a des limites dans une schématisation qui nie les individus, mais je juge qu'un plan grossier au crayon vaut parfois mieux que rien du tout pour s'orienter.

D'un côté, on a la dynamique « **insurrectionniste** » liée à ce que j'appellerai le *Parti Imaginaire*, puisqu'il s'est déjà donné lui-même ce nom pour ne pas en avoir d'autre. On les appelle le plus souvent « appellistes » en référence au livre « *Appel* » de 2001. Les publications de masse du *Comité Invisible*, ou bien celles plus élitistes de la revue *Tiqqun*, semblent vouloir définir de grandes lignes politiques et stratégiques, et surtout séduire par une sorte de poésie d'un communisme romantique, avec un vocabulaire qui a tout d'une novlangue pour mieux envelopper un remix de discours déjà vus. Dans ce monde qui est décrit comme un « *désert* », l'insurrection serait le bouleversement qui remettrait tout en jeu, à zéro, sans distinction de classe sociale, ou d'autres rapports de domination, c'est plus simple comme ça, pas besoin de s'y attarder. Assez paradoxalement, il faut donc se préparer matériellement, enfin, qui le peut évidemment, pour tirer son épingle de ce jeu. La recherche de puissance est le leitmotiv, autant pour agir dans la situation insurrectionnelle que pour la provoquer éventuellement. Les moyens sont de constituer un réseau de lieux stables comme bases arrières, en achetant de grandes propriétés réparties géographiquement, en montant des entreprises, en trouvant des mécènes, en postulant pour des fonctions électorales. « *Habiter* » est le mot d'ordre, cela permet de s'allier matériellement avec des voisins, quelques soient leurs lignes politiques, et d'en tirer la légitimité de prendre des initiatives politiques locales. Les « *partisan-es* » se déplacent dans le réseau, et sont invités à participer à des rassemblements ou à des moments de spectacle émeutier, organisés par leurs amis ou par d'autres. Leurs alliances prennent presque toujours la forme d'une cachette, que ce soit parmi des anarchistes dans l'émeute, ou parmi la Gauche dans des moments d'organisation. Dans tous les cas, ils cachent leur appartenance à une organisation, même informelle. Finalement, à force d'« *habiter* » et d'accumuler de la puissance matérielle, on peut se demander si leur réel intérêt à un renversement insurrectionnel a encore des raisons d'exister.

De l'autre côté, sur la zad, on a la dynamique que je nommerai « **autonomiste** » par sa référence systématique à ce courant politique des années 70 en Italie. Les personnes qui portent ça sur la zad ne sont pas représentatives d'un courant « autonome » actuel. De fait, elles n'ont pas besoin d'être nombreuses pour réussir à être influentes tant certaines ne reculent devant aucun cumul de pouvoirs pour arriver à leurs fins. Dans le processus de légalisation de la zad, il est aussi souvent fait référence à des lieux précis comme l'espace autogéré des tanneries à Dijon (déménagé, légalisé et financé par la mairie en 2016), ou Longo Maï et son réseau de fermes coopératives à divers endroits. Le fonctionnement semble moins secret et plus rejoignable, car plus diffus. Le but serait de propager l'autonomie, comme une sorte de mise en pratique immédiate d'un communisme hors d'une structure de parti, par la constitution d'un réseau de lieux stables et autonomes du pouvoir et du capitalisme. Ces lieux d'expérimentations et de ressources peuvent être occupés illégalement, ponctuellement comme lors de contre-sommets, ou bien acquis par des moyens conventionnels tels que la propriété privée, financé par la création d'entreprises ou par mécénat. Un autre moyen envisagé est de promouvoir et participer à des « luttes de territoire », d'y constituer un rapport de force avec l'État, en s'alliant avec d'autres groupes autonomes pour l'occupation illégale, l'action directe et la force matérielle, et réformistes pour la pression institutionnelle, afin d'aboutir à un compromis qui pérennise le lieu.

.....*petit interstice*.....

Il était écrit dans l'*Appel* en 2001 :  
« *Nous sommes du côté de ceux qui s'organisent* ».  
« - Ah... Et vous voulez aller où ? »  
Aujourd'hui, le nouveau générique pourrait être :  
« *Nous sommes du côté de ceux qui gagnent* ».  
« - Félicitations ! Alors, *en route* toute tracée,  
*mauvaise troupe d'élite !* »

---

### **Conclusion**

Certains semblent s'accrocher au « territoire » comme nouveau terrain de lutte à tous prix, probablement parce que la lutte des classes a perdu de son côté sexy dans ce coin du monde. On dirait qu'un nouveau *sujet révolutionnaire* est en train de sortir, ce serait donc celui ou celle qui habite quelque part, vaste programme... De mon côté, je pense que si cette lutte a beaucoup apporté pour un imaginaire de confrontation avec l'État, le capitalisme, et tout ce qui les rend forts, cet apport ne se trouve pas dans le lieu, la puissance matérielle et sa pérennité, mais dans les pratiques et questionnements qui s'y sont joués. Ainsi de nombreuses structures se sont développées et perfectionnées autour de la lutte contre l'aéroport, et participeront à inspirer loin et longtemps : équipe et formation « médic », comité anti-répression ou « legal team », cantines de soutien, campements autogérés, radio pirate, atelier rap, modes d'organisation collective d'actions directes ou d'un groupe de gestion des conflits sur la zone, réflexions-tentatives-rencontres-solidarités sur les dominations de genre, de classe, de race et d'âge, production collective de nourriture sans profit, ateliers de transmission de savoirs divers et variés. Des nœuds de liens se sont tissés entre toutes ces personnes qui sont passées par ici durant ces années de brassage intense, et qui poursuivront leur route avec des bouts de cette histoire de lutte, ses succès et ses ratés, ses joies et ses rages.

*Sur la zad, novembre 2017*

### *Épilogue Février 2018 A chaud...*

*Le « mouvement contre l'aéroport » est mort.* Le 1<sup>er</sup> ministre a sonné la fin de la récréation, il y a eu de belles accolades inter-composantes, sous le champagne et devant les caméras, et tout a commencé à rentrer dans l'ordre dès le lendemain. Je souhaite ici m'attarder sur cette semaine de l'après-victoire, pour participer à en laisser une trace parmi d'autres. Parce que c'est pas tous les jours qu'on « gagne », hein ? Alors autant prendre le temps d'en « savourer » les détails, pour ne pas les laisser tomber aux oubliettes si facilement.

Pour commencer, je crois que l'abandon du projet était déjà acté depuis longtemps dans les hautes sphères économiques et gouvernementales. La question pour le gouvernement était plutôt quand l'annoncer pour pouvoir passer sereinement à la vraie phase problématique, celle de la reconquête de la « zone de non droit », honte de tout État qui se respecte. L'histoire de ces nouveaux vainqueurs préférera probablement retenir la pression de l'État pour justifier le geste du nettoyage de la D281 par le *mouvement* lui-même, seulement 5 jours après la « victoire ». Mais la question pour une certaine partie du « mouvement » était depuis longtemps comment permettre à l'État de montrer qu'il reprend le contrôle de la place. En fait, cette porte de sortie avait déjà été ouverte des mois auparavant par l'élite citoyenne du *mouvement* en offrant la route des chicanes en cadeau préliminaire à des négociations sur « l'avenir de la zad ».

*La D281* et ses barricades contre l'opération César en 2012, devenues « chicanes », représentent un nœud de 5 ans de conflits multiples en interne de la lutte. De nombreux arguments ont été évoqués au fil des années pour nettoyer la route. Des voisins des bourgs alentour ont peur de passer et d'être rackettés. Les chicanes ont dû être déplacées pour permettre aux machines agricoles de passer. « Les routes c'est un commun, c'est à l'État de s'en occuper. » Mais surtout, l'intention affichée par le *mouvement* d'aller négocier avec l'État nécessite d'avoir l'air sérieux et responsable. Les discussions à propos des négociations ne laissent la place à aucun autre choix. Disparue la fameuse « *diversité des tactiques* » qui forcerait pourtant le gouvernement à jouer face à différents adversaires. N'était ce pas là que résidait la force de cette lutte ? Mais peut être que l'« *unité du mouvement* » est elle aussi disparue ? Alors que l'État envoie tous les signes qu'il ne veut pas envoyer ses flics sur la zone, probablement pour préserver son image de la troisième voie pacifiée, le *mouvement* ne trouve rien de mieux que de le lui garantir en faisant le travail lui-même, et en urgence en plus. Un bon test pour voir qu'un simple discours médiatisé suffit à déclencher la chute de dominos de la *composition*.

*Des « préalables aux négociations à venir » ?* Ah, elles n'ont donc pas déjà commencé ? Le nettoyage de la route, les coups de téléphone à la préfète ?.. Mais au fait, qu'est ce que les gens attendent donc de négociations avec l'État français, et en démarrant aussi faiblement ? Il y a trois conditions prévues par le *mouvement* : le gel des terres agricoles, une entité issue du mouvement qui aurait la gestion de ces terres et le refus des expulsions, une quatrième semble sans arrêt en ballottage, c'est l'amnistie pour les inculpé-es de la lutte. Ah... Oui, et sinon, euh...ben, ça va barder !.. De la part de professionnels de la négociation, comme les syndicalistes de la Conf' par exemple, il est difficile d'imaginer que les termes se choisissent au hasard. Ils savent qu'une vraie négociation se construit sur une stratégie de tension et en exigeant plus que ce qu'on croit pouvoir obtenir. Il est bon de se souvenir qu'avant l'annonce du gouvernement, l'engagement du *mouvement* à dégager la route des chicanes avait trois conditions : l'abandon du projet, la fin de la DUP (déclaration d'utilité publique), et pas de menace d'expulsions. De nouveau, on devine ici que la condition liée aux expulsions des squats est le leurre prêt à être lâché, et ça se voit gros comme le nez au milieu de la figure. En attendant d'hypothétiques négociations, une délégation du *mouvement* est en cours d'élaboration. Les occupant-es se retrouvent maintenant à « désigner », pour ne pas dire élire comme au collège, leurs deux délégués qui iraient négocier aux côtés de ceux de la Coord, de COPAIN, et des Naturalistes en lutte. Après avoir tenté d'y imposer au moins un de ses membres, le CMDO se déclarera-t'il comme une *composante* à lui tout seul pour être sûr de participer à ce potentiel grand moment de la lutte ?

Alors puisque les véritables termes de la tentative de négociation semblent agricoles, quels en sont *les enjeux qu'on ne voit pas* ? Le processus de « *l'avenir des terres de la zad* » est principalement lié à la question agricole, il rassemble des occupant-es avec des projets agricoles derrière COPAIN et sa légitimité de collectif d'exploitants. COPAIN est lui même dépendant de la Confédération Paysanne pour aller négocier face au syndicat concurrent FNSEA qui veut sa part du gâteau. Les élections à la chambre d'agriculture auront lieu en 2018, l'abandon de l'aéroport est l'occasion idéale pour avoir l'air d'un syndicat puissant et intransigeant. Sans surprise, la Conf veut faire son beurre sur la lutte, récupérer des terres et des sièges à la chambre. Mais pour que tout ça fonctionne, il fallait une démonstration de force, en direction de l'État et du milieu agricole. Virer la route était cette démonstration de force rondement menée, là où personne d'autre n'aurait su le faire sans heurts. De quelles négociations avec l'État s'agit-il, quand il n'aurait qu'à laisser gérer le retour à la normale par les institutions agricoles et la vente des terres du *domaine public* ?

Bon, *admettons pour l'exercice* : peut-être était ce un choix à faire de promettre à l'État de nettoyer la route nous mêmes pour qu'il fasse le pas d'abandonner le projet. Alors qu'il donne des signes qu'il n'est pas prêt à expulser les bois et les champs, que ses flics sont fatigués et soucieux, que le projet est abandonné, pourquoi tenir cette promesse ? Soit, par preuve de bonne volonté, faisons l'effort d'imaginer plus loin : peut-être était-ce quand même un choix à faire de ne pas lui donner l'occasion de lancer une opération d'expulsion par bravade à cause de la route. J'ai entendu des gens argumenter que c'est pour éviter des morts dans une bataille qu'il fallait nettoyer la route.

Pour ma part, l'histoire de cette route entravée en 2012 me rappelle surtout la détresse et l'impuissance dans le regard des flics chargés d'ouvrir la route pour la circulation de leurs troupes. Ils devaient revenir sans arrêt démonter nos barricades de fortune en nous voyant la refermer immédiatement dans leur dos avec tout ce qu'on trouvait dans les bois alentour. Je crois que l'enjeu pour un certain nombre d'occupant-es, dont le CMDO, qui étaient là pour nettoyer ces jours ci, c'est surtout de ne pas braquer l'État, pour avoir leurs propres chances de paraître respectables, de garder le soutien de quelques comités locaux qui se sont récemment dissociés publiquement de la route des chicanes, et trouver une petite place à l'issue du remaniement des terres.

*Quelle place pour les autres occupant-es* dans tout ce jeu ? Le retour à la circulation de la D281, son défrichage aux normes en vigueur par la DDE, ne sont pas le « détail » qu'on raconte. Cette route a cristallisé toutes ces années beaucoup de conflits. Je ne nie pas les responsabilités de tous bords dans cette situation bloquée. Mais on ne peut pas la traiter comme un « symbole folklorique », qui aurait fait son temps après avoir rempli son rôle romantique dans les lignes de *mauvaise troupe*. C'est nier et mépriser qu'elle est au cœur d'une sorte de « zone dans la zone », appelée « l'Est ». Son fonctionnement n'est pas centralisé, ses habitant-es fréquentent peu les réunions de la zad. Son maquis de friches, appelée « zone non-motorisée » pour le refus de laisser entrer des tracteurs, a été arraché à la gestion commune et la remise en culture des terres portée par la dynamique agricole du mouvement. L'Est, c'est un peu la banlieue de la zad, un endroit reculé peu compréhensible et peu pénétrable, plutôt hostile à ce qui veut lui imposer ses règles, avec ses rêves et ses travers.

Dégager la route, c'est un peu comme tracer ces fameux « sentiers » de randonnée, ça ressemble à des opérations de « désenclavement ». Pour le bien de tous, évidemment. De nombreuses personnes, et pas seulement « de l'Est », ne trouveront pas leur place dans la suite ici. Et une grande partie de celles qui auront trouvé la leur ne sera pas gênée de leur absence, tant le mépris et l'agressivité sont déjà clairs. Il sera dit qu'elles sont parties lutter ailleurs sur d'autres zad, ou quelque mythe de ce genre pour valider que sont bien restées toutes celles qui le voulaient.

Le refus de partir seul, et en silence comme tant d'autres, me pousse à écrire ça. Certains disent « Bon débarras ! Un obstacle en moins. » Eh bien, peut-être que de partir donne justement la force de parler, là où beaucoup sur place se sentent cernés et trop à perdre. Je sais que beaucoup d'occupant-es ont toute leur vie là et attendront d'être délogé-es, de force ou à l'usure, et tiendront coûte que coûte jusqu'à l'écœurement pour ne pas lâcher les autres, ou tenteront de préserver un oasis dans l'ouragan de la « recomposition ». Je voudrais les soutenir dans leurs tentatives.

De mon côté, il m'arrive de rêver d'une manif de désoccupation, comme un moment de départ collectif de cette lutte morte, une désertion publique pour ne plus servir d'épouvantail ou de caution radicale à un projet de merde, pour faire trace de rupture collective plus que de fuites individuelles invisibles.

Ce texte tente de *contribuer à une culture de lutte lucide* sur les récupérations, prises de pouvoir et autres dégueulasseries que l'« *avenir* » nous réserve. Il paraît peut être pessimiste, mais j'appellerai plutôt ça du réalisme, et c'est mon point de départ dans ce monde. Je connais mon camp, et c'est celui des perdant-es. Ah oui, c'est pas très séduisant pour fonder un parti, ça c'est sûr. Mais ça permet de se reconnaître avec pas mal de monde quand même et dans pas mal de contextes différents.

Certain-es savent « gagner ». C'est peut-être leur point de départ dans ce monde. Et de là, illes savent se reconnaître avec qui de droit. Mais puisque vous êtes des *gagnants*, ce monde est à vous. Pourquoi n'allez vous pas plutôt pérenniser vos lieux de vie, d'activité, de travail agricole ou autre, ailleurs que dans des luttes ? Il existe beaucoup de moyens pour construire un avenir pérenne, et vous les connaissez, et vous y avez accès. Tant qu'à faire des diagrammes de structure d'*entité de préfiguration*, faites le donc avec des « *terre de liens* » ou autres « *crédits coopératifs* » qui seront ravis de financer vos *projets*. Et grand bien vous fasse, mais lâchez nous la grappe avec vos grands discours révolutionnaires pour enrober tout ça. Tout le monde a ses débrouilles dans la vie, même si tout le monde n'a pas accès aux mêmes. Le problème, c'est d'en faire des actes glorieux de subversion, comme un mensonge à soi-même qu'on crie sur tous les toits. Ouah, ça fait du bien de le dire, ouais ! Là, j'ai eu besoin de dire « vous », j'aurais aimé être fin et distant, mais j'ai pas tenu...

La fin de la lutte contre l'aéroport sonne la retraite pour de nombreuses personnes qui n'iront pas plus loin contre « son monde ». Les structures d'organisation du *mouvement* semblent encore vivantes, mais elles ont en fait changé de route avec celles et ceux qui les conduisent. Le 10 février prochain sera l'occasion de célébrer la fin d'une lutte, longue et tenace. Et déjà des appels ont été lancés pour que se retrouvent ce jour là des personnes qui ne s'arrêtent pas à cette victoire et aux miettes d'une négociation éventuelle avec l'État.

Le mouvement est mort, vive la lutte !

*Un Groupuscule Insignifiant*

**un contact pour écrire :**  
puscule@riseup.net

---

42

### Annexe

Le conflit sur la « libération » de la route montre à quel point l'*unité* était un leurre, enfin, si on veut bien prendre en compte l'avis d'une bonne partie des occupant-es. **Et le processus qui a mené à ce nettoyage** est lui aussi intéressant à observer. Les dernières semaines de la lutte contre l'aéroport ont été d'une intensité particulière, accrochées à l'imminence d'une énième décision gouvernementale. La tension provoque la précipitation. La pratique d'une sorte de gouvernement par l'urgence, qui était déjà le quotidien en interne de la lutte, a perdu sa subtilité et ses précautions démocratiques. Ce moment du dénouement a le mérite de révéler brutalement ce que de nombreux troubles-fêtes dénonçaient depuis longtemps. Une simple chronologie suffit peut être à en dire beaucoup :

Le mercredi 17, le communiqué de presse du mouvement est modifié, sans validation, par quelques chefs 2h après l'abandon. Cette phrase est rajoutée : « *En ce qui concerne la question de la réouverture de la route D281, fermée par les pouvoirs publics en 2013, le mouvement s'engage à y répondre lui-même. La présence ou l'intervention policières ne feraient donc qu'envenimer la situation.* »

Le jeudi 18, l'AG exceptionnelle du « lendemain qui chante faux » a été l'occasion d'un putsch assumé comme rarement par COPAIN et la Coord, en imposant de rendre à l'État la route des chicanes dégagée dans une semaine, malgré la condition posée dans l'AG précédente qu'il n'y ait pas de menace d'expulsion. Le CMDO prend la même position.

Le samedi 20, des négociations qui ne disent pas encore leur nom ont lieu au téléphone entre la préfète et un chef de COPAIN qui dit qu'elle accepte que la cabane de Lama Fâché reste.

Le dimanche 21, les gens du « quartier » autour de la route se réunissent pour faire face au chantier du lendemain.

Le lundi 22, environ 200 personnes viennent joyeusement à l'appel du mouvement pour « nettoyer la route » et beaucoup se rendent compte sur place qu'il y a de l'opposition, notamment autour de l'épicerie du Sabot qui ne pourra pas être détruite sans heurts. Ce jour là, à mesure que les carcasses fleuries et les réserves de pneus disparaissent, on observe le relai de la pression de l'État qui descend en ligne directe sur la route par la Coord respectable, COPAIN qui agit, le CMDO qui soutient, et une foule de personnes médiatrices « pour que tout se passe bien » qui dialoguent avec les gens qui résistent... Une œuvre exemplaire instantanée de la

« *composition* » du « *mouvement* ». Pendant ce temps, dans les alentours, quelques compagnies de flics se tournent les pouces, avec grand fracas médiatique.

Le 23, le chantier reprend et le Sabot est démonté par les gens du quartier eux-mêmes en espérant ainsi garder Lama Fâché. Pendant ce temps, ô surprise, COPAIN annonce que la préfète veut finalement aussi la destruction de Lama Fâché. Le soir, une réunion exceptionnelle des habitant-es montre que le consensus est loin sur la destruction .

Le 24, l'AG est mieux verrouillée que jamais et « *le point sur la D281 n'est pas un débat* ». COPAIN menace de quitter le mouvement si la route n'est pas entièrement dégagée demain.

Le 25, au matin, alors que des personnes sont sur le toit et à l'intérieur de Lama Fâché, une trentaine de mecs du CMDO et leurs amis de la *Maison de la Grève* de Rennes commencent à démonter la cabane avec pieds de biches et marteaux. Sous le regard d'une cinquantaine de personnes qui discutent et transportent les morceaux en souriant, une vingtaine de personnes réussissent à arrêter cette situation en montant aussi sur la cabane et en leur criant de partir et de les laisser vivre ça seul-es. Après une assemblée dans la cabane sans toit, et un simulacre de négociation, le démontage sera de nouveau fait par les gens eux mêmes dans l'après midi avec l'idée de reconstruire à 15m dans le pré.

Le vendredi 26, la voiture de la préfète passe sur la route accompagnée de ses sbires d'intervention et de quelques chefs du *mouvement*. Elle boit ensuite avec eux un verre de champagne et reconnaît leurs efforts, comme une inspectrice qui distribue des bons points à des instituteurs qui ont bien géré leurs classes, malgré les quelques potaches qui ont montré leurs fesses dans les buissons et l'hélico qui avait l'air de chercher obstinément quelque chose dans les bois.

Cette semaine-là, même les moyens de communication par internet semblent avoir été perturbés par les évènements. Plusieurs textes critiques du nettoyage n'ont pas été publiés sur le site *zad.nadir*, ainsi que sur la *liste inter-comités* qui est passée soudainement d'une publication directe à une modération pour « filtrer » les positions gênantes. En parallèle, la page *facebook* qui, elle, n'est pas administrée par des occupant-es, s'est mise en grève... Reste au moins *nantes.indymedia* qui continue d'héberger une longue suite de textes qui ruent dans les brancards et qui nourrissent la rébellion.

En vrac, quelques raisons pour lesquelles je ne participe plus à cette lutte :

La sensation d'être utilisé, mon engagement, mon énergie, mes liens, ma sincérité et mes infos, à des fins cachées et ennemies

La sensation d'œuvrer à sauver une situation pendant que d'autres en profitent et l'orientent

La sensation de participer à un spot publicitaire par saisons et épisodes pour régénérer un imaginaire révolutionnaire sur la base d'une histoire réécrite en direct et remplie de fantasmes

La contradiction permanente et nuisible entre l'idéal collectif de l'Autonomie et la névrose individuelle du contrôle total sur le chemin pour y tendre

L'évidence de l'Insurrection comme un moment dans lequel il est possible de prendre l'avantage, surtout si on l'a déjà et qu'on se préoccupe juste d'un petit entre soi

Je refuse de me sentir flatté et valorisé par une place dans l'élite

Ma colère d'avoir appris à craindre d'être sincère pour ne pas être bouffé par l'Autre, ses mensonges et sa stratégie

La confusion de ne plus savoir nommer les conflits politiques à force de voir les mêmes personnes et leurs pratiques, et ces innombrables doutes d'être manipulé quand j'entends déjà que « c'était pas exprès, faut pas être parano non plus ! »

\*\*\*\*\*

Moi, j'avais choisi de venir vivre ici parce que cette lutte me semblait être un bon endroit d'où tenter des trucs différemment, pour mettre des bâtons dans les roues de ce monde de merde là où il ne s'y attend pas.

Pour moi, c'était une tentative d'esquiver l'écologie, trop facilement récupérable, parce que c'était juste un aéroport parmi des centaines et pas une de ces fameuses centrales nucléaires avec ses écolos qui proposent des parcs éoliens à la place.

C'était aussi une manière de zapper le mythe de « mère nature » à cause du paysage de bocage par définition totalement maîtrisé et fonctionnel.

Et de tenir à distance le « retour à la terre » des « bobios » parce que la zad est face à un plan d'expansion urbaine massive avec peu de place pour des rêves de potagers à l'eau de source, petits bébés jolis jolis et tout-le-monde-a-qu-a-faire-comme-nous.

Tout ça en se connectant à d'autres réalités de ce que la ville d'à côté concentre et produit comme rapports d'exploitation, de contrôle, de manipulation « démocratique et citoyenne », de mépris, d'uniformisation, de répression et de ségrégation.

Bon, vu de maintenant, ça a de quoi faire rire ce que je raconte...

\*\*\*\*\*